

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 800

[C — 2009/29088]

14 NOVEMBRE 2008. — Décret relatif au programme de financement exceptionnel de projets de rénovation, construction, reconstruction ou extension de bâtiments scolaires via des partenariats public/privé (PPP) (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Généralités*

Définitions

Article 1^{er}. Dans le cadre de l'application du présent décret, on entend par :

1° « Bâtiments scolaires » : les bâtiments affectés à l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, à l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé, à l'enseignement de promotion sociale, à l'enseignement artistique à horaire réduit, aux centres PMS, aux internats, à l'enseignement supérieur non universitaire, organisés ou subventionnés par la Communauté française.

2° « Candidature » : la demande, introduite par un pouvoir organisateur, suite à l'appel publié par le Gouvernement conformément à l'article 6, de faire réaliser son projet via un contrat de services de mise à disposition dans le cadre du programme de financement exceptionnel.

3° « Cellule » : la cellule d'assistance technique et financière visée à l'article 14 du chapitre IV.

4° « Commission » : la commission de gestion du programme de financement exceptionnel visée au chapitre IV.

5° « Convention de gestion de projet » : la convention visée au chapitre III du présent décret, conclue entre les pouvoirs organisateurs des réseaux de l'enseignement subventionné et la Communauté française à l'issue du processus de sélection de leur projet et réglant leurs engagements réciproques dans le cadre de la réalisation de leur projet via un contrat de services de mise à disposition.

6° « Contrat de services de mise à disposition » : le marché public conclu entre la Communauté française et un partenaire privé, par groupe de projets, visant toutes les prestations nécessaires (la conception, le financement, la construction ou la rénovation, et la maintenance) à la mise à disposition des pouvoirs organisateurs de bâtiments scolaires neufs ou rénovés, conformément aux programmes de besoins général et particuliers.

7° « Partenaire privé » : une ou plusieurs entreprises privées choisies par la Communauté française au terme d'une procédure de mise en concurrence, en vue de la conclusion et de l'exécution d'un contrat de services de mise à disposition, conformément à la réglementation relative aux marchés publics.

8° « Pouvoir organisateur » : l'autorité, la ou les personne(s) physique(s) ou morale(s) qui assument la responsabilité d'un établissement d'enseignement.

9° « Organe de représentation et de coordination » : organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres PMS.

10° « Programme général des besoins » : l'ensemble des spécifications techniques, physiques et environnementales définies, en termes de performances et de fonctionnalités, par la Communauté française, sur avis de la commission, applicable de façon identique à tous les projets réalisés dans le cadre du programme de financement exceptionnel et qui est imposé tant aux pouvoirs organisateurs des réseaux de l'enseignement subventionné, via la convention de gestion de projet, qu'au partenaire privé, via le contrat de services de mise à disposition.

11° « Programme particulier des besoins » : l'ensemble des spécifications définies, en termes de performances et de fonctionnalités, par chaque pouvoir organisateur pour son projet et dont le respect est imposé au partenaire privé via le contrat de services de mise à disposition. Il inclut les considérations architecturales, et les exigences traduisant les projets éducatif, pédagogique du pouvoir organisateur et le projet d'établissement.

12° « Programme de financement exceptionnel » : l'ensemble de tous les projets, réalisés par groupes, dans le cadre de partenariats public privé concrétisés par la conclusion de contrats de services de mise à disposition, dans les limites de la capacité financière de la Communauté française telle que déterminée à l'article 17.

13° « Projet » : le projet portant sur la conception et le financement de la construction ou rénovation, et de la maintenance de bâtiments scolaires, développé par un pouvoir organisateur et réalisé via un contrat de services de mise à disposition, dans le cadre du programme de financement exceptionnel.

14° « Redevance » : la redevance périodique payée par la Communauté française au partenaire privé pour la mise à disposition d'un groupe de projets, en exécution d'un contrat de services de mise à disposition, qui distingue les parts de cette redevance relatives à chaque projet.

15° « Société patrimoniale d'administration des bâtiments scolaires catholiques » : les sociétés de gestion patrimoniale constituées sous forme d'asbl conformément aux dispositions de l'article 10 du décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française.

Art. 2. Le présent décret a pour objet de fixer le champ d'application et les modalités de financement et de mise en œuvre du programme de financement exceptionnel en matière de bâtiments scolaires via des partenariats public/privé.

Art. 3. Le programme de financement exceptionnel s'applique aux bâtiments scolaires pour lesquels un projet a été sélectionné suivant la procédure décrite au chapitre II et ce, dans les limites de la capacité de financement de la Communauté française définie au chapitre V.

L'intervention de la Communauté française dans le cadre du présent décret porte exclusivement sur les travaux qui répondent aux normes physiques et financières fixées conformément à l'article 2, 2°, du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française.

Un pouvoir organisateur des réseaux de l'enseignement subventionné ne peut introduire valablement une candidature en application de l'article 6 que pour autant que son projet porte sur des bâtiments scolaires ou des sites dont il est propriétaire ou sur lesquels il a un droit réel lui garantissant la jouissance et l'affectation des bâtiments scolaires à l'enseignement pour une durée au moins égale à la durée du contrat de services de mise à disposition, plus 10 ans.

En outre, dans cette dernière hypothèse, la candidature ne peut être valablement introduite que pour autant qu'il soit stipulé dans la convention octroyant les droits réels qu'en cas de fin de cette affectation des bâtiments scolaires bénéficiant du programme de financement exceptionnel, la plus-value résultant de l'exécution du contrat de services de mise à disposition soit remboursée par le propriétaire des bâtiments scolaires au pouvoir organisateur qui, jusqu'au remboursement, aura un droit de rétention.

Art. 4. § 1^{er}. Le pouvoir organisateur dont le projet est réalisé via un contrat de services de mise à disposition dans le cadre du programme de financement exceptionnel ne peut prétendre, pour ce qui concerne les bâtiment(s) scolaire(s) visés par son projet et pendant la durée du contrat de services de mise à disposition, à d'autres interventions financières de la Communauté française dans le cadre des fonds et programmes de financement organisés par le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française et par le décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française.

§ 2. L'introduction d'une candidature oblige le pouvoir organisateur qui l'a introduite à maintenir le(s) bâtiment(s) scolaire(s) visés par son projet dans l'état dans lequel ils se trouvaient au moment de la réalisation de l'audit dont question à l'article 8 et ce, jusqu'à la notification de la décision de sélection des projets et de composition des groupes de projet visée aux articles 9 et 10. Cette obligation ne s'applique toutefois pas aux travaux dont l'urgence nécessiterait qu'ils soient effectués sans délai; dans cette dernière hypothèse, le pouvoir organisateur informe sans délai la commission des travaux effectués.

A dater de la notification de la décision visée aux articles 9 et 10, le pouvoir organisateur prend les dispositions nécessaires au respect du § 1^{er} et en informe la commission.

CHAPITRE II. — *Sélection des Projets*

Principes

Art. 5. § 1^{er}. Les procédures de sélection des projets sont lancées à l'initiative du Gouvernement par la publication au *Moniteur belge* d'un avis d'appel à candidatures. Il lance autant de procédures d'appel à candidatures que la capacité financière de la Communauté française, telle que définie au chapitre V, le lui permet.

Les procédures de sélection des projets sont gérées par la commission.

Les décisions d'acceptation des candidatures, de sélection des projets et de composition des groupes de projets sont prises par le Gouvernement sur la base des analyses et propositions que lui fait la commission.

Dans ce cadre, la commission et le Gouvernement appliquent la procédure visée au présent chapitre et, en particulier, les conditions et critères prévus à l'article 7, § 2 et § 3. Les décisions finales de sélection notifiées par le Gouvernement aux pouvoirs organisateurs des réseaux de l'enseignement subventionné sont motivées et documentées de telle sorte que ces pouvoirs organisateurs puissent l'accepter ou non en parfaite connaissance de cause. En cas d'acceptation, ces pouvoirs organisateurs concluent avec la Communauté française la convention de gestion du projet visée à l'article 11.

§ 2. Par dérogation au paragraphe précédent et aux dispositions du présent chapitre, le premier groupe de projets pour la conclusion du premier contrat de services de mise à disposition est constitué par le Gouvernement, par application des conditions et critères visés à l'article 7, § 2 et § 3, sur la base :

1° Des demandes et dossiers inscrits au rôle des différents fonds visés au décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française et proposés soit, avec l'accord des Pouvoirs organisateurs concernés, par les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs en ce qui concerne l'enseignement subventionné, soit, par la Communauté française, en sa qualité de pouvoir organisateur;

2° En cas d'insuffisance de dossiers ou demandes au rôle des fonds susvisés, de nouveaux projets introduits par les pouvoirs organisateurs via leur organe de représentation et de coordination, ou par la Communauté française.

Art. 6. Le Gouvernement publie au *Moniteur belge* un avis d'appel à candidature, suivant le modèle qu'il détermine et qui contient au minimum les mentions suivantes :

1° Les modalités pratiques de dépôt des candidatures auprès de la commission;

2° La possibilité d'introduire des candidatures conjointes, c'est-à-dire une candidature unique par plusieurs pouvoirs organisateurs pour un même projet;

3° Le contenu des dossiers de candidatures ainsi que les formulaires et documents à compléter pour introduire valablement une candidature, ce qui vise au minimum une fiche d'identification du projet et un projet de programme particulier des besoins;

4° Le délai d'obtention des renseignements et documents explicatifs permettant au pouvoir organisateur d'introduire valablement une candidature;

5° Les autres conditions de validité d'introduction d'une candidature.

Le Gouvernement détermine la liste des documents explicatifs précités que la commission fournira au pouvoir organisateur qui en fait la demande en vue de l'introduction de sa candidature.

Cette liste vise, à tout le moins, le programme général des besoins, le projet de contrat de services de mise à disposition, le modèle financier de réalisation des projets, une copie de la convention type de gestion du projet pour les pouvoirs organisateurs des réseaux de l'enseignement subventionné, ainsi que tous les formulaires à remplir par le pouvoir organisateur dans le cadre de l'introduction de son dossier de candidature.

Par le fait de remettre une candidature, le pouvoir organisateur déclare qu'il a pris connaissance de ces documents et qu'il accepte les principes inhérents au programme de financement exceptionnel, la procédure, les délais et les obligations lui incombant dans le cadre du traitement de sa candidature et dans l'attente de la décision de sélection et de composition des groupes de projets.

Art. 7. § 1^{er}. Dans les 30 jours à compter du lendemain de la date limite d'introduction des candidatures, la commission accuse réception des candidatures et vérifie leur validité. Le cas échéant, elle demande des informations ou renseignements complémentaires aux pouvoirs organisateurs dont la candidature n'est pas complète. Ceux-ci disposent alors de 21 jours pour compléter leur dossier de candidature.

A compter du lendemain de la date limite d'introduction des candidatures, la commission dispose d'un délai de 90 jours pour soumettre au Gouvernement une proposition de décision d'acceptation des dossiers de candidature en vue de la réalisation d'un audit technique et d'une analyse technique, juridique et financière approfondie.

§ 2. Le Gouvernement prend une décision d'acceptation ou de refus des candidatures, en vue de la réalisation de l'audit technique et d'une analyse technique, juridique et financière approfondie, en application des conditions suivantes :

1° L'investissement estimé du projet doit être au moins égal à € 750.000, montant qui sera adapté à l'évolution de l'indice général des prix à la consommation au premier janvier de l'année concernée rapporté à l'indice général des prix à la consommation au premier janvier 2008. Ces estimations sont établies sur les mêmes bases pour tous les projets. Cette estimation de la valeur de l'investissement se fait sur la base des normes physiques et financières fixées par le Gouvernement;

2° Le projet doit viser des travaux de constructions et reconstructions, c'est-à-dire des travaux d'érection de bâtiments ou de réalisation d'infrastructures extérieures avec ou sans destruction préalable, ou des travaux de modernisation, de rénovation ou d'extension, c'est-à-dire des travaux impliquant la mise en état ou la transformation complète de bâtiments ou d'infrastructures extérieures ainsi que l'isolation de toute l'enveloppe d'un bâtiment;

3° Lorsque le projet porte sur une partie des bâtiments du site, cette partie doit être clairement dissociable des autres bâtiments du site;

4° Le projet ne peut porter sur des bâtiments scolaires qui font l'objet d'un classement (total ou partiel) ou d'une demande de classement conformément aux dispositions applicables en matière de classement des monuments et sites dans la Région de localisation des bâtiments scolaires concernés;

5° Lorsque le projet émane d'un pouvoir organisateur de l'enseignement libre subventionné, celui-ci doit apporter la preuve de sa capacité à supporter sa contribution dans la part de la redevance relative à son projet, conformément aux règles prévues au chapitre V. Pour vérifier cette capacité, la commission consulte les organes de représentation et de coordination, chacun en ce qui le concerne.

6° Le pouvoir organisateur doit pouvoir s'engager à maintenir l'affectation à l'enseignement des bâtiments concernés pendant toute la durée du contrat de services de mise à disposition, plus 10 ans;

7° Le projet doit permettre le transfert au partenaire privé du risque de construction et de mise à disposition des bâtiments scolaires concernés;

8° Lorsque le projet émane d'un pouvoir organisateur qui n'est pas propriétaire du site ou du (des) bâtiment(s) scolaire(s) concernés, il doit établir sa capacité à pouvoir signer une convention de gestion de projet ou un contrat de services de mise à disposition.

§ 3. Lorsque, pour un réseau, la valeur totale d'investissement des candidatures acceptables par application des conditions précitées est telle que l'intervention de la Communauté française dans la redevance serait supérieure à sa capacité financière telle que déterminée pour chaque réseau à l'article 17, la commission recourt, pour sélectionner les candidatures aux critères ci-dessous :

1° L'état de sécurité et de salubrité des lieux ainsi que l'acuité de la situation existante;

2° Les économies d'énergie rendues possibles par le projet;

3° L'optimisation de surfaces permise par le projet;

4° Le fait que le projet rencontre en priorité les besoins spécifiques des établissements scolaires et des internats qui accueillent des élèves cumulant des handicaps socioculturels.

Le Gouvernement arrête la pondération des critères après consultation de la Commission.

§ 4. Le Gouvernement notifie sa décision d'acceptation des candidatures à la commission et aux pouvoirs organisateurs dans un délai de 30 jours à compter du lendemain de la transmission du rapport de la Commission.

Art. 8. A dater de l'expiration du délai visé à l'article 7, § 4, la commission dispose d'un délai de 100 jours pour réaliser l'audit technique et les analyses techniques, juridiques et financières des candidatures acceptées, et ce suivant la procédure et les modalités déterminées par le Gouvernement.

Elle peut se faire assister d'experts ou consultants externes et leur déléguer notamment les audits techniques.

L'audit technique et l'analyse technique, juridique et financière approfondie des candidatures visent à permettre à la commission de faire un rapport définitif au Gouvernement quant à la faisabilité technique, juridique et financière de la réalisation des projets via un contrat de services de mise à disposition dans le cadre du programme de financement exceptionnel.

Art. 9. Au plus tard dans les 30 jours suivant la fin des audits techniques et des analyses techniques, juridiques et financières, la commission soumet au Gouvernement une proposition de décision de sélection des projets et de composition d'un ou plusieurs groupes de projets.

La proposition de sélection des projets est basée sur les critères et conditions visées à l'article 7, §§ 2 et 3.

La composition des groupes de projets est effectuée de façon à garantir une bonne répartition des risques, des économies d'échelle sur l'ensemble des projets à réaliser et les meilleures conditions de financement dans le cadre du contrat de services de mise à disposition.

Art. 10. § 1^{er}. Au plus tard dans les 30 jours suivant la réception du rapport et de la proposition de la commission, le Gouvernement notifie, par courrier recommandé, à la commission et aux pouvoirs organisateurs dont la candidature avait été acceptée, sa décision finale de sélection des projets et, le cas échéant, de composition d'un ou plusieurs groupes de projets.

Cette décision comporte au minimum les renseignements et documents suivants :

1° La liste des projets sélectionnés;

2° Le cas échéant, la composition de plusieurs groupes de projets;

3° Un calendrier indicatif de la suite des opérations par groupe de projets, partant de la procédure de sélection du partenaire privé à la date théorique de mise à disposition prévue du ou des bâtiments scolaires, par projet;

4° Le montant maximum de la redevance par projet;

5° La version définitive du programme particulier des besoins, qui indique les éventuelles modifications, précisions, adjonctions ou suppressions par rapport au projet de programme particulier des besoins déposé par le pouvoir organisateur dans son dossier de candidature. Ces adaptations auront été négociées entre le pouvoir organisateur et la commission durant le délai de 100 jours pour l'audit et l'analyse approfondie des candidatures, suivant la procédure et les modalités définies par le Gouvernement.

6° Pour les pouvoirs organisateurs des réseaux de l'enseignement subventionné, deux exemplaires de la convention de gestion de projet visée à l'article 11.

§ 2. Au plus tard dans les 45 jours à compter du lendemain de la réception de la décision de sélection et de composition des groupes de projets, les pouvoirs organisateurs des réseaux de l'enseignement (officiel ou libre) subventionné retournent à la commission les deux exemplaires signés de la convention de gestion de projet.

Passé ce délai, à défaut de réaction écrite, ces pouvoirs organisateurs sont réputés avoir définitivement renoncé à la sélection de leur projet dans le cadre d'un contrat de services de mise à disposition.

En cas d'acceptation, le Gouvernement renvoie aux pouvoirs organisateurs des réseaux de l'enseignement (officiel ou libre) subventionné un exemplaire de la convention de gestion de projet signée.

CHAPITRE III. — *La Convention de gestion de Projet*

Art. 11. § 1^{er}. Les pouvoirs organisateurs des réseaux d'enseignement subventionné dont le projet a été sélectionné et qui ont accepté cette sélection, concluent avec la Communauté française une convention de gestion de projet, dont le modèle type est établi par le Gouvernement.

Cette convention type contient au minimum :

1° L'identification et les caractéristiques techniques, juridiques et financières du projet telles qu'elles ressortent de la décision de sélection et de composition des groupes de projets.

2° L'indication du montant maximum de redevance admissible par rapport auquel, pour les écoles de l'enseignement libre subventionné, l'organe de représentation et de coordination concerné a remis un avis confirmant la capacité du Pouvoir organisateur à prendre en charge sa part de la redevance et annexe le programme général des besoins, le programme particulier des besoins et le projet de contrat de services de mise à disposition;

3° Les modalités d'information du pouvoir organisateur des étapes-clefs de la procédure de sélection des candidats partenaire privé et d'attribution du contrat de services de mise à disposition;

4° Les modalités d'intervention et d'information du pouvoir organisateur dans les négociations qui seront menées par le Gouvernement avec les soumissionnaires, pour ce qui concerne les éléments techniques et financiers de son projet, de sorte que le pouvoir organisateur puisse intervenir dans ces négociations si elles impliquent ou peuvent impliquer un dépassement du plafond de redevance admissible prévu ou lorsqu'elles impliquent ou peuvent impliquer des modifications au programme particulier des besoins;

5° L'engagement du pouvoir organisateur de donner ou de faire donner aux soumissionnaires l'autorisation d'accès au site et aux bâtiments scolaires en vue de la rédaction de son offre;

6° Les modalités d'implication du pouvoir organisateur dans la procédure de mise au point technique et architecturale du projet avec le partenaire privé, (en ce compris les dossiers de demande de permis), une fois le contrat de services de mise à disposition conclu; cette procédure devant fixer des critères et délais de rédaction et d'approbation des documents qui garantissent à la fois au pouvoir organisateur le respect par le partenaire privé de son programme particulier de besoins, et au partenaire privé le respect de ses droits, et des conditions d'exécution fixés par le contrat de services de mise à disposition;

7° L'engagement du pouvoir organisateur de donner ou de faire donner au partenaire privé l'autorisation d'accès au site et aux bâtiments scolaires en vue de l'exécution du contrat de services de mise à disposition;

8° Le rôle du pouvoir organisateur, de la commission, de la cellule et du Gouvernement dans le contrôle de l'exécution du contrat de services de mise à disposition par le partenaire privé, notamment dans le cadre de l'application et du calcul des sanctions ainsi que dans le cadre des procédures de modification prévues au contrat de services de mise à disposition;

9° Le rôle du pouvoir organisateur, de la Commission, de la cellule et du Gouvernement dans les opérations de constatation et d'acceptation de mise à disposition des bâtiments scolaires et de fin de mise à disposition;

10° Les hypothèses et conséquences de résiliation anticipée de la convention de gestion du projet, c'est-à-dire les hypothèses dans lesquelles le pouvoir organisateur ou le Gouvernement décident de ne pas/plus faire réaliser le projet dans le cadre du programme de financement exceptionnel via un contrat de services de mise à disposition ainsi que les conséquences de cette décision pour les parties. Dans ce cadre, la résiliation par le pouvoir organisateur de la convention, sous le motif que le montant maximum admissible de redevance prévu devait finalement être dépassé ne pourra faire l'objet de sanctions ou pénalités à l'encontre dudit pouvoir organisateur.

Cette convention annexe en outre, pour en faire partie intégrante, les programmes de besoin (particulier et général) et le projet de contrat de services de mise à disposition tels qu'ils seront joints au cahier spécial des charges régissant la procédure d'attribution du marché (le contrat de services de mise à disposition).

§ 2. Pour l'enseignement organisé par la Communauté française, le chef d'établissement d'un projet sélectionné reçoit un document spécifiant les points suivants :

1° Les caractéristiques techniques, juridiques et financières du projet telles qu'elles résultent de la décision de sélection et de composition des groupes de projets;

2° Le programme particulier des besoins et le projet de contrat de mise à disposition;

3° Les modalités d'intervention et d'information du chef d'établissement dans les négociations qui seront menées par le Gouvernement avec les soumissionnaires, pour ce qui concerne les éléments techniques et financiers du projet de son établissement, de sorte qu'il puisse participer aux négociations si elles impliquent ou peuvent impliquer des modifications au programme particulier de besoins;

4° L'engagement du chef d'établissement de donner ou de faire donner aux soumissionnaires l'autorisation d'accès au site et aux bâtiments scolaires en vue de la rédaction de son offre;

5° Les modalités d'implication du chef d'établissement dans la procédure de mise au point technique et architecturale du projet avec le partenaire privé, une fois le contrat de services de mise à disposition conclu;

6° L'engagement du chef d'établissement de donner ou de faire donner au partenaire privé l'autorisation d'accès au site et aux bâtiments scolaires en vue de l'exécution du contrat de services de mise à disposition;

7° Le rôle des différents intervenants dans le contrôle de l'exécution des prestations de mise à disposition par le partenaire privé, notamment dans le cadre de l'application et du calcul des sanctions ainsi que dans le cadre des procédures de modification prévues au contrat de services de mise à disposition;

8° Le rôle des différents intervenants dans les opérations de constatation de mise à disposition de l'ouvrage et de fin de mise à disposition.

CHAPITRE IV. — *La Commission de Gestion du Programme de Financement exceptionnel et la Cellule d'assistance technique et financière*

Art. 12. Il est créé une commission de gestion du programme de financement exceptionnel, appelée « la commission ».

Elle a pour missions :

1° D'informer et de rendre des avis, soit d'initiative, soit à la demande du Gouvernement, sur toute question relative au programme de financement;

2° De remettre un avis sur toute demande qui lui est soumise par un pouvoir organisateur via ses représentants visés à l'article 14 et ce, à chaque étape du processus;

Avec l'appui de la cellule, elle a en outre pour missions :

— De diligenter la procédure de sélection des projets et de composition des groupes de projets conformément aux dispositions du chapitre II dans le respect des conditions et, si cela s'avère nécessaire, des critères de priorité fixés aux articles 7 et 9.

— D'assister le Gouvernement dans les procédures de mise en concurrence en vue de la désignation des partenaires privés, en ce compris les négociations et rédactions contractuelles;

— D'assister le Gouvernement et les pouvoirs organisateurs dans le suivi et le contrôle de l'exécution des contrats de services de mise à disposition.

Art. 13. La commission est composée comme suit :

— 7 membres représentant les pouvoirs organisateurs de l'enseignement confessionnel;

— 7 membres représentant les pouvoirs organisateurs de l'enseignement non confessionnel;

— 3 délégués désignés par le Gouvernement, proposés respectivement par le Ministre en charge de l'enseignement obligatoire, le Ministre en charge de l'enseignement supérieur et le Ministre en charge du budget.

Le Gouvernement peut déterminer le montant de jetons de présence, de frais de déplacement et d'indemnités de séjour pour les membres de la commission.

Il détermine les modalités de fonctionnement administratif et financier de la commission.

La Commission peut faire appel, dans l'exercice de ses missions, à des experts externes.

Art. 14. Le Gouvernement détermine, au sein de ses services administratifs, la cellule d'appui qui assurera la gestion des dossiers relevant du programme de financement exceptionnel via des partenariats public/privé.

La cellule peut faire appel, pour l'exercice de ses missions, à des experts externes.

CHAPITRE V. — *Financement du Programme de Financement exceptionnel*

Art. 15. § 1^{er}. La redevance, due au partenaire privé dans le cadre des contrats de services de mise à disposition, est payée par la Communauté française. La part de la redevance relative à chaque projet est payable à dater de la mise à disposition de ce projet, suivant les modalités et conditions prévues au contrat de services de mise à disposition.

§ 2. La contribution des pouvoirs organisateurs des réseaux d'enseignement subventionné dans le paiement de la part de la redevance relative à leur projet est prélevée par la Communauté française sur leurs subventions de fonctionnement. Cette contribution est constante sur toute la durée du contrat de services de mise à disposition, hors sanction éventuelle à charge du partenaire privé.

Cette contribution est déterminée de manière identique pour tous les projets, sur la base des pourcentages suivants, appliqués au montant de la redevance tel que déterminé à la conclusion du contrat de services de mise à disposition :

1° Pour les pouvoirs organisateurs relevant du réseau d'enseignement libre subventionné : 46,5 % de la part de la redevance relative à leur projet;

2° Pour les pouvoirs organisateurs relevant du réseau d'enseignement officiel subventionné : 21,5 % de la part de la redevance relative à leur projet.

Art. 16. L'article 4, § 1^{er} du décret du 20 juin 2002 relatif à la création du Fonds Ecureuil de la Communauté française est complété par la disposition suivante :

« 5° Prendre des participations ou octroyer des crédits, ayant les caractéristiques des « OCPP code 08 » au sens du SEC95, dans les conditions déterminées par le Gouvernement ».

Art. 17. § 1^{er}. Chaque paiement de la redevance pour les écoles du réseau de la Communauté française sera effectué en priorité et tant que les différents crédits le permettent :

— Pour 28,6 % par les crédits prévus à l'article 6bis, § 1^{er}, du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française;

— Pour 52,0 % par les crédits prévus à l'article 6bis, § 2, du décret du 5 février 1990 précité;

— Pour 19,4 % par les crédits prévus à l'article 6bis, § 3, du décret du 5 février 1990 précité.

En cas d'insuffisance des crédits, le solde est prélevé sur les montants prévus à l'article 5, § 2, 3°, du décret du 5 février 1990 précité.

§ 2. Chaque paiement de la contribution de la Communauté française pour les parts de la redevance relatives aux projets des pouvoirs organisateurs du réseau officiel subventionné sera effectué en priorité et tant que les différents crédits le permettent :

- Pour 9,3 % par les crédits prévus pour 2010 à l'article 8bis, § 1^{er}, du décret du 5 février 1990 précité;
- Pour 41,5 % par les crédits prévus à l'article 8bis, § 2, du décret du 5 février 1990 précité;
- Pour 29,2 % par les crédits prévus à l'article 8bis, § 3, du décret du 5 février 1990 précité;
- Pour 19,8 % par les crédits prévus à l'article 9, § 2, 6°, du décret du 5 février 1990 précité;

— Par la réduction des crédits prévus pour 2010 à l'article 13 du décret du 5 février 1990 précité d'un montant égal à la conversion en capacité d'emprunt de 0,2 % de la redevance. Cette conversion s'obtient en considérant qu'une capacité d'emprunt d'un million d'euros correspond à une subvention intérêt moyenne de € 26.500 pendant 27 ans.

En cas d'insuffisance des crédits, le solde est couvert par :

- Un prélèvement de 60 % du solde du montant prévu à l'article 7, § 2, 3°, du décret du 5 février 1990 précité;
- Un prélèvement du montant prévu, pour le réseau officiel, à l'article 9, § 7, du décret du 5 février 1990 précité d'un montant égal à la conversion de 40 % du solde en capacité d'emprunt. Cette conversion s'obtient en considérant qu'une capacité d'emprunt d'un million d'euros correspond à une subvention intérêt moyenne de € 26.500 pendant 27 ans.

§ 3. Chaque paiement de la contribution de la Communauté française pour les parts de la redevance relatives aux projets des pouvoirs organisateurs du réseau libre subventionné sera effectué en priorité et tant que les différents crédits le permettent :

- Pour 58,5 % par les crédits prévus à l'article 9 § 2, 4°, du décret du 5 février 1990 précité;
- Pour 40,9 % par les crédits prévus à l'article 9, § 2, 5°, du décret du 5 février 1990 précité;

— Par la réduction des crédits prévus pour 2010 à l'article 12 du décret du 5 février 1990 précité d'un montant égal à la conversion en capacité d'emprunt de 0,6 % de la redevance.

Cette conversion s'obtient en considérant qu'une capacité d'emprunt d'un million d'euros correspond à une subvention intérêt moyenne de € 26.500 pendant 27 ans.

En cas d'insuffisance des crédits, le solde est couvert par le prélèvement du montant prévu, pour le réseau libre subventionné, à l'article 9, § 7, d'un montant égal à la conversion du solde en capacité d'emprunt. Cette conversion s'obtient en considérant qu'une capacité d'emprunt d'un million d'euros correspond à une subvention intérêt moyenne de € 26.500 pendant 27 ans.

Art. 18. Les bâtiments scolaires bénéficiant du programme de financement exceptionnel doivent rester principalement affectés à l'enseignement pendant toute la durée du contrat de services de mise à disposition, plus 10 ans.

En cas d'affectation de tout ou une partie de ces bâtiments scolaires à un autre usage principal que l'enseignement, ou de cessation de cette affectation principale, pour quelque raison que ce soit, à l'exception de la destruction accidentelle ou fautive, totale ou partielle de ces bâtiments, les pouvoirs organisateurs des réseaux de l'enseignement subventionné remboursent à la Communauté française le montant de l'indemnisation que, dans cette hypothèse, le contrat de services de mise à disposition met à charge de la Communauté française.

Pour obtenir ce remboursement, la Communauté française est autorisée à recourir aux mesures suivantes, dans l'ordre de leur énonciation :

- 1° Prélèvements sur les subventions de fonctionnement dues à l'établissement scolaire qui occupe les bâtiments scolaires concernés;
- 2° Prélèvements sur les subventions de fonctionnement dues aux autres établissements scolaires relevant du même pouvoir organisateur;
- 3° Recouvrement par l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines sur le patrimoine du pouvoir organisateur.

Les dispositions des alinéas 1^{er} et 2 ne s'appliquent pas en cas de cession du droit réel garantissant au pouvoir organisateur la jouissance du bâtiment, ou partie de bâtiment, à un autre pouvoir organisateur qui continue à l'affecter à l'enseignement à une société patrimoniale d'administration des bâtiments scolaires catholiques ou à une société publique d'administration des bâtiments scolaires.

Art. 19. En cas d'aliénation des bâtiments scolaires bénéficiant du programme de financement exceptionnel, tout pouvoir organisateur, quel que soit le réseau auquel il appartient, ainsi que toute société publique d'administration de bâtiments scolaires ou toute société patrimoniale d'administration des bâtiments scolaires catholiques disposent d'un droit de préemption, qu'ils exercent au prix de vente fixé par le comité d'acquisition ou le receveur de l'enregistrement, pour autant qu'ils acquièrent ces bâtiments scolaires en vue de maintenir leur affectation principale à l'enseignement.

Le Gouvernement fixe les modalités d'exercice de ce droit de préemption et en particulier, les modalités de publicité ou d'information à mettre en œuvre pour permettre l'exercice du droit de préemption et la durée pendant laquelle ce droit de préemption peut être exercé valablement.

Lorsque les bâtiments scolaires bénéficiant du programme de financement exceptionnel sont acquis par un pouvoir organisateur d'un réseau d'enseignement subventionné, il verra ses subventions de fonctionnement diminuées conformément à l'article 15, au titre de contribution à la part de la redevance relative au projet visant les bâtiments scolaires acquis.

CHAPITRE VI. — Dispositions finales, modificatives et abrogatoires

Art. 20. Le § 1^{er}, alinéa 2 de l'article 32 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement est supprimé.

Art. 21. Le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française est modifié comme suit :

- 1° A l'article 5, § 4, 1°, un point d) libellé comme suit est ajouté :

« d) assurer le paiement de la redevance due en vertu des contrats de services de mise à disposition conclus dans le cadre du programme de financement exceptionnel visé par le décret du 14 novembre 2008 relatif au programme de financement exceptionnel de projets de rénovation, construction, reconstruction ou extension de bâtiments scolaires via des partenariats public/privé(PPP) ».

2° L'article 6bis, dans lequel les mots « en 2010 » sont remplacés par les mots « à partir de 2010 », devient l'article 6bis, § 1^{er};

3° L'article 6bis est complété par les dispositions suivantes :

« § 2. Nonobstant la majoration prévue au § 1^{er}, la dotation prévue par l'article 5, § 2, 3°, est également majorée annuellement de :

- € 2.016.000 de 2010 à 2036;
- € 2.016.000 de 2012 à 2038;
- Et de € 2.016.000 de 2014 à 2040.

§ 3. Nonobstant la majoration prévue aux § 1^{er} et § 2, la dotation prévue par l'article 5, § 2, 3°, est également majorée annuellement de :

- € 754.000 de 2010 à 2036;
- € 754.000 de 2012 à 2038;
- Et de € 754.000 de 2014 à 2040. »

4° L'article 7, § 4, est complété par un alinéa libellé comme suit :

« Le fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné a également pour objet d'assurer la part de la contribution financière de la Communauté française pour le réseau officiel subventionné dans le programme de financement exceptionnel visé par le décret du 14 novembre 2008 relatif au programme de financement exceptionnel de projets de rénovation, construction, reconstruction ou extension de bâtiments scolaires via des partenariats public/privé (PPP). »

5° L'article 7, § 6, est complété par un 3° libellé comme suit :

« 3° assurer le paiement dans les proportions fixées à l'art 15 du décret du 14 novembre 2008 de la redevance due en vertu des contrats de services de mise à disposition conclus dans le cadre du programme de financement exceptionnel visé par le décret du 14 novembre 2008 relatif au programme de financement exceptionnel de projets de rénovation, construction, reconstruction ou extension de bâtiments scolaires via des partenariats public/privé (PPP). »

6° L'article 8bis, dans lequel les mots « en 2010 » sont remplacés par les mots « à partir de 2010 », devient l'article 8bis, § 1^{er}.

7° L'article 8bis est complété par les dispositions suivantes :

« § 2. Nonobstant la majoration prévue au § 1^{er}, la dotation prévue par l'article 7, § 2, 3°, est également majorée annuellement de :

- € 2.204.000 de 2010 à 2036;
- € 2.204.000 de 2012 à 2038;
- Et de € 2.204.000 de 2014 à 2040.

Après avis des organes de représentation et de coordination, le Gouvernement peut réaffecter pour 27 ans, selon les modalités qu'il détermine, 30 % maximum de la part des montants non utilisés visés à l'alinéa précédent au programme prioritaire de travaux pour les écoles de l'enseignement officiel subventionné.

§ 3. Nonobstant la majoration prévue aux § 1^{er} et § 2, la dotation prévue par l'article 7, § 2, 3°, est également majorée annuellement de :

- € 1.551.000 de 2010 à 2036;
- € 1.551.000 de 2012 à 2038;
- Et de € 1.551.000 de 2014 à 2040. »

8° L'article 9, § 2, est complété par les dispositions suivantes :

« 4° Une dotation annuelle à charge du budget du Ministère ayant la formation des membres du personnel en provenance du Fonds communautaire de garantie des bâtiments scolaires dans ses attributions égale à :

- € 3.062.000 de 2010 à 2036;
- € 3.062.000 de 2012 à 2038;
- Et de € 3.062.000 de 2014 à 2040.

Pour assurer le paiement des parts de la redevance relatives aux projets des pouvoirs organisateurs du réseau libre subventionné réalisés via des contrats de services de mise à disposition financés dans le cadre du programme de financement exceptionnel visé par le décret du 14 novembre 2008 relatif au programme de financement exceptionnel de projets de rénovation, construction, reconstruction ou extension de bâtiments scolaires via des partenariats public/privé (PPP) et prévue à l'article 9, § 4, 3°.

La part de la dotation annuelle de € 3.062.000, débutant en 2010 pour 27 ans, non engagée au 31 décembre 2010 sera transformée définitivement en une augmentation du montant des emprunts qui peuvent être garantis pour le réseau libre subventionné prévu à l'article 9, § 7, dans un rapport € 26.500 non engagés donnant € 1.000.000 d'emprunt garanti à 27 ans. Cette augmentation du montant des emprunts qui peuvent être garantis sera répartie de façon égalitaire sur 10 années consécutives à partir de 2011.

La part de la dotation annuelle de € 3.062.000, débutant en 2012 pour 27 ans, non engagée au 31 décembre 2012 sera transformée définitivement en une augmentation du montant des emprunts qui peuvent être garantis pour le réseau libre subventionné prévu à l'article 9, § 7, dans un rapport € 26.500 non engagés donnant € 1.000.000 d'emprunt garanti à 27 ans. Cette augmentation du montant des emprunts qui peuvent être garantis sera répartie de façon égalitaire sur 10 années consécutives à partir de 2013.

La part de la dotation annuelle de € 3.062.000, débutant en 2014 pour 27 ans, non engagée au 31 décembre 2014 sera transformée définitivement en une augmentation du montant des emprunts qui peuvent être garantis pour le réseau libre subventionné prévu à l'article 9, § 7, dans un rapport € 26.500 non engagés donnant € 1.000.000 d'emprunt garanti à 27 ans. Cette augmentation du montant des emprunts qui peuvent être garantis sera répartie de façon égalitaire sur 10 années consécutives à partir de 2015.

Sur proposition de l'(des) organe(s) de représentation et de coordination concerné(s), le Gouvernement peut décider de ne pas procéder aux transformations visées aux alinéas 2 et 3. Dans ce cas, les parts non engagées au 31 décembre 2010 sont reportées sur 2012 et celles non engagées au 31 décembre 2012 sont reportées sur 2014.

Après avis des organes de représentation et de coordination, le Gouvernement peut réaffecter, pour 27 ans, selon les modalités qu'il détermine, 30 % maximum de la part des montants non utilisés visés aux alinéas 2, 3 et 4 au programme prioritaire de travaux pour les écoles de l'enseignement libre subventionné de caractère confessionnel et les écoles de l'enseignement libre subventionné de caractère non confessionnel.

5°. Une dotation annuelle à charge du budget du Ministère ayant la formation des membres du personnel en provenance du Fonds communautaire de garantie des bâtiments scolaires dans ses attributions égale à :

- € 2.141.000 de 2010 à 2036;
- € 2.141.000 de 2012 à 2038;
- Et de € 2.141.00 de 2014 à 2040.

Pour assurer le paiement des parts de la redevance relatives aux projet des pouvoirs organisateurs du réseau libre subventionné réalisés via des contrats de services de mise à disposition financés dans le cadre du programme de financement exceptionnel visé par le décret du 14 novembre 2008 relatif au programme de financement exceptionnel de projets de rénovation, construction, reconstruction ou extension de bâtiments scolaires via des partenariats public/privé (PPP) et prévue à l'article 9, § 4, 3°.

6° Une dotation annuelle à charge du budget du Ministère ayant la formation des membres du personnel en provenance du Fonds communautaire de garantie des bâtiments scolaires dans ses attributions égale à :

- € 1.052.000 de 2010 à 2036;
- € 1.052.000 de 2012 à 2038;
- Et de € 1.052.000 € de 2014 à 2040.

Pour assurer le paiement des parts de la redevance relatives aux projets des pouvoirs organisateurs du réseau officiel subventionné réalisés via des contrats de services de mise à disposition financés dans le cadre du programme de financement exceptionnel visé par le décret du 14 novembre 2008 relatif au programme de financement exceptionnel de projets de rénovation, construction, reconstruction ou extension de bâtiments scolaires via des partenariats public/privé (PPP) et prévue à l'article 9, § 4, 3°.

La part de la dotation annuelle de € 1.052.000, débutant en 2010 pour 27 ans, non engagée au 31 décembre 2010 sera transformée définitivement en une augmentation du montant des emprunts qui peuvent être garantis pour le réseau officiel subventionné prévu à l'article 9, § 7, dans un rapport € 26.500 non engagés donnant € 1.000.000 d'emprunt garanti à 27 ans. Cette augmentation du montant des emprunts qui peuvent être garantis sera répartie de façon égalitaire sur 10 années consécutives à partir de 2011.

La part de la dotation annuelle de € 1.052.000, débutant en 2012 pour 27 ans, non engagée au 31 décembre 2012 sera transformée définitivement en une augmentation du montant des emprunts qui peuvent être garantis pour le réseau officiel subventionné prévu à l'article 9, § 7, dans un rapport € 26.500 non engagés donnant € 1.000.000 d'emprunt garanti à 27 ans. Cette augmentation du montant des emprunts qui peuvent être garantis sera répartie de façon égalitaire sur 10 années consécutives à partir de 2013.

La part de la dotation annuelle de € 1.052.000, débutant en 2014 pour 27 ans, non engagée au 31 décembre 2014 sera transformée définitivement en une augmentation du montant des emprunts qui peuvent être garantis pour le réseau officiel subventionné prévu à l'article 9, § 7, dans un rapport € 26.500 non engagés donnant € 1.000.000 d'emprunt garanti à 27 ans. Cette augmentation du montant des emprunts qui peuvent être garantis sera répartie de façon égalitaire sur 10 années consécutives à partir de 2015.

Sur proposition de l'(des) organe(s) de représentation et de coordination concerné(s), le Gouvernement peut décider de ne pas procéder aux transformations visées aux alinéas 2 et 3. Dans ce cas, les parts non engagées au 31 décembre 2010 sont reportées sur 2012 et celles non engagées au 31 décembre 2012 sont reportées sur 2014. »

Après avis des organes de représentation et de coordination, le Gouvernement peut réaffecter, pour 27 ans, selon les modalités qu'il détermine, 30 % maximum de la part des montants non utilisés visés aux alinéas 2, 3 et 4 au programme prioritaire de travaux pour les écoles de l'enseignement officiel subventionné.

9° L'article 9, § 4, est complété par un 3°, libellé comme suit :

« 3° le paiement dans les proportions fixées à l'art. 15 du décret du 14 novembre 2008 des parts de la redevance relatives aux projets des pouvoirs organisateurs du réseau libre et du réseau officiel subventionné, réalisés via des contrats de services de mise à disposition financés dans le cadre du programme de financement exceptionnel visé par le décret du 14 novembre 2008 relatif au programme de financement exceptionnel de projets de rénovation, construction, reconstruction ou extension de bâtiments scolaires via des partenariats public/privé (PPP). »

10° Dans l'article 12, les mots « en 2010 » sont remplacés par les mots « à partir de 2010 ».

11° Dans l'article 13, les mots « en 2010 » sont remplacés par les mots « à partir de 2010 ».

Art. 22. Le décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française est complété par un article 7bis libellé comme suit :

« Article 7bis. § 1^{er}. Les crédits prévus à l'article 6bis, § 3, du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, non engagés au 31 décembre de chacune des années, concernées sont affectés dès l'année suivante et pour 27 ans au programme prioritaire de travaux pour les écoles de l'enseignement organisé par la Communauté française. Le Gouvernement peut décider de ne pas procéder à cette réaffectation. Dans ce cas, les parts non engagées au 31 décembre 2010 sont reportées sur 2012 et celles non engagées au 31 décembre 2012 sont reportées sur 2014.

§ 2. Les crédits prévus à l'article 8bis, § 3, du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, non engagés au 31 décembre de chacune des années concernées, sont affectés dès l'année suivante et pour 27 ans au programme prioritaire de travaux pour les écoles de l'enseignement officiel subventionné. Sur proposition de l'(des) organe(s) de représentation et de coordination concerné(s), le Gouvernement peut décider de ne pas procéder à cette réaffectation. Dans ce cas, les parts non engagées au 31 décembre 2010 sont reportées sur 2012 et celles non engagées au 31 décembre 2012 sont reportées sur 2014.

§ 3. Les crédits prévus à l'article 9, § 2, 5°, du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, non engagés au 31 décembre de chacune des années concernées, sont affectés dès l'année suivante et pour 27 ans au programme prioritaire de travaux pour les écoles de l'enseignement libre subventionné de caractère confessionnel et les écoles de l'enseignement libre subventionné de caractère non confessionnel. Sur proposition de l'(des) organe(s) de représentation et de coordination concerné(s), le Gouvernement peut décider de ne pas procéder à cette réaffectation. Dans ce cas, les parts non engagées au 31 décembre 2010 sont reportées sur 2012 et celles non engagées au 31 décembre 2012 sont reportées sur 2014.

Art. 23. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2009.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 14 novembre 2008.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,
C. DUPONT

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,
M. TARABELLA

—
Note

(1) *Session 2008-2009.*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 596-1. — Amendements de commission, n° 596-2. — Rapport, n° 596-3.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 12 novembre 2008.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 800

[C — 2009/29088]

14 NOVEMBER 2008. — Decreet betreffende het programma voor uitzonderlijke financiering van renovatie, bouw-, verbouwings- of uitbreidingsprojecten voor schoolgebouwen via partnerschappen tussen de openbare en privésectoren (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Definities

Artikel 1. In het kader van de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° « Schoolgebouwen » : de gebouwen bestemd voor het gewone en gespecialiseerde basisonderwijs, het gewone en gespecialiseerde secundair onderwijs, het onderwijs voor sociale promotie, het kunstonderwijs met beperkt leerplan, de PMS centra, de internaten, het niet-universitair hoger onderwijs, ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

2° « Kandidatuur » : de aanvraag, ingediend door een inrichtende macht, ten gevolge van een oproep bekendgemaakt door de regering overeenkomstig artikel 6, om haar project te zien verwezenlijken via een overeenkomst van diensten van terbeschikkingstelling in het kader van het programma voor uitzonderlijke financiering.

3° « Cel » : de cel voor technische en financiële bijstand bedoeld bij artikel 14 van hoofdstuk IV.

4° « Commissie » : de beheercommissie van het uitzonderlijke programma bedoeld bij hoofdstuk IV.

5° « Overeenkomst voor het beheer van het project » : de overeenkomst bedoeld bij hoofdstuk III van dit decreet, gesloten tussen de inrichtende machten van de netten van het gesubsidieerd onderwijs en de Franse Gemeenschap na voltooiing van het selectieproces van hun project en tot regeling van hun wederzijdse verbintenissen in het kader van de verwezenlijking van hun project via een dienstenovereenkomst van terbeschikkingstelling.

6° « Dienstenovereenkomst van terbeschikkingstelling » : de overheidsopdracht gesloten tussen de Franse Gemeenschap en een private partner, per projectengroep, met betrekking tot alle noodzakelijke prestaties (het ontwerpen, de financiering, de bouw en de verbouwing, en het onderhoud) voor de terbeschikkingstelling van de inrichtende machten van nieuwe of verbouwde schoolgebouwen, overeenkomstig het algemene behoeftenprogramma en het bijzondere behoeftenprogramma.

7° « Private partner » : één of meer private ondernemingen gekozen door de Franse Gemeenschap na een mededingingsprocedure, met als doel het sluiten en de uitvoering van een dienstenovereenkomst van terbeschikkingstelling, overeenkomstig de reglementering betreffende overheidsopdrachten.

8° « Inrichtende macht » : de overheid, de natuurlijke of rechtspersoon(personen) die verantwoordelijkheid dragen voor een onderwijsinrichting.

9° « Vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan » : vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten van het onderwijs en de PMS centra.

10° « Algemeen behoeftenprogramma » : het geheel van de technische, fysieke en omgevingskenmerken bepaald op het gebied van de prestaties en functionaliteiten, door de Franse Gemeenschap, op advies van de commissie, toepasselijk op identieke wijze op alle projecten verwezenlijkt in het kader van het programma voor uitzonderlijke financiering en dat opgelegd is zowel aan de inrichtende machten van de onderwijsnetten voor het gesubsidieerd onderwijs, via de overeenkomst voor het beheer van het project, als aan de private partner, via de dienstenovereenkomst van terbeschikkingstelling.

11° « Bijzonder behoeftenprogramma » : het geheel van de specificaties bepaald op het gebied van de prestaties en functionaliteiten, door iedere inrichtende macht voor haar project en waarvan de inachtneming aan de private partner opgelegd is via de dienstenovereenkomst van terbeschikkingstelling. Het bevat de bouwkundige beschouwingen, en de vereisten met inachtneming van de opvoedkundige, pedagogische projecten van de inrichtende macht en het inrichtingsproject.

12° « Programma voor uitzonderlijke financiering » : het geheel van de projecten, verwezenlijkt in groepen, in het kader van de openbare/private partnerschapsdienstenovereenkomsten van terbeschikkingstelling, binnen de perken van het financiële vermogen van de Franse Gemeenschap zoals bepaald in artikel 17.

13° « Project » : het project over het ontwerpen en de financiering van de bouw en de verbouwing, en het onderhoud van schoolgebouwen, uitgewerkt door een inrichtende macht en uitgevoerd via een dienstenovereenkomst van terbeschikkingstelling, in het kader van het programma voor uitzonderlijke financiering.

14° « Bezoldiging » : de periodieke bezoldiging betaald door de Franse Gemeenschap aan de private partner voor de terbeschikkingstelling van een groep projecten, ter uitvoering van een dienstenovereenkomst van terbeschikkingstelling, waarin de delen van deze bezoldiging voor ieder project vermeld worden.

15° « Vermogensbeheervenootschap voor het bestuur van de katholieke schoolgebouwen » : de vermogensbeheervenootschap overeenkomstig de bepalingen van artikel 10 van het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 2. Dit decreet heeft tot doel het toepassingsgebied en de nadere financierings- en implementatieregels te bepalen van het programma voor uitzonderlijke financiering inzake schoolgebouwen via partnerschappen tussen de openbare en private sectoren.

Art. 3. Het programma voor uitzonderlijke financiering is van toepassing op de schoolgebouwen waarvoor een project geselecteerd werd volgens de procedure beschreven in hoofdstuk II en dit, binnen de perken van het financieringsvermogen van de Franse Gemeenschap bepaald in hoofdstuk V.

De tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap in het kader van dit decreet heeft exclusief betrekking op de werken die voldoen aan de fysieke en financiële normen bepaald overeenkomstig artikel 2, 2°, van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Een inrichtende macht van de netten van het gesubsidieerd onderwijs kan enkel geldig een kandidatuur indienen met toepassing van artikel 6 voor zover haar project betrekking heeft op schoolgebouwen of -vestigingen waarvan zij de eigenaar is of waarop zij een zakelijk recht geniet waarbij haar het genot en de bestemming van de schoolgebouwen ten bate van het onderwijs gewaarborgd wordt voor een periode die minstens gelijk is aan de duur van de dienstenovereenkomst van terbeschikkingstelling, vermeerderd met tien jaar.

Bovendien, in laatstgenoemd geval, kan de kandidatuur enkel geldig ingediend worden voor zover bepaald wordt in de overeenkomst waarbij de echte rechten toegekend worden, dat bij mogelijke beëindiging van deze bestemming van de schoolgebouwen die het programma voor uitzonderlijke financiering genieten, de meerwaarde voortvloeiend uit de uitvoering van de dienstenovereenkomst van terbeschikkingstelling terugbetaald zou worden door de eigenaar van de schoolgebouwen aan de inrichtende macht die, tot de terugbetaling, een retentierecht zal behouden.

Art. 4. § 1. De inrichtende macht waarvan het project verwezenlijkt wordt via een dienstenovereenkomst van terbeschikkingstelling in het kader van een programma voor uitzonderlijke financiering kan enkel, wat betreft de schoolgebouwen bedoeld in zijn project en gedurende de duur van de dienstenovereenkomst van terbeschikkingstelling, aanspraak maken op andere financiële tegemoetkomingen van de Franse Gemeenschap in het kader van de fondsen en het programma voor uitzonderlijke financiering ingericht door het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en door het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

§ 2. De indiening van een kandidatuur verplicht de inrichtende macht die ze ingediend heeft ertoe de schoolgebouwen bedoeld in haar project te behouden in de staat waarin ze waren op het ogenblik van de verwezenlijking van de auditprocedure waarvan sprake in artikel 8 en dit, tot de bekendmaking van de beslissing tot selectie van de projecten en tot samenstelling van de projectgroepen bedoeld bij de artikelen 9 en 10. De verplichting is echter niet van toepassing op de werken die dringend moeten worden uitgevoerd; in dit laatste geval, licht de inrichtende macht onverwijld de commissie over de uitgevoerde werken in.

Vanaf de bekendmaking van de beslissing bedoeld bij de artikelen 9 en 10, treft de inrichtende macht de nodige bepalingen opdat § 1 in acht genomen zou worden en licht er de commissie over in.

HOOFDSTUK II. — *Selectie van de projecten*

Beginselen

Art. 5. § 1. De procedures voor de selectie van de projecten worden ingesteld op initiatief van de Regering door de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van een oproep tot de kandidaturen. Zij stelt zoveel procedures voor de oproep tot de kandidaturen in als het financiële vermogen van de Franse Gemeenschap, zoals bepaald in hoofdstuk V, het toelaat.

De procedures voor de selectie van de projecten worden beheerd door de commissie.

De beslissingen tot aanvaarding van de kandidaturen, tot selectie van de projecten en tot samenstelling van de projectengroepen, worden door de Regering getroffen op basis van de analyses en de voorstellen ingediend door de commissie.

In dat kader, passen de commissie en de Regering de procedure toe bedoeld bij het vorig hoofdstuk en, meer bijzonder, de voorwaarden en de criteria bepaald bij artikel 7, § 2 en § 3. De eindbeslissingen voor de selectie medegedeeld door de regering aan de inrichtende machten van de netten voor het gesubsidieerd onderwijs worden met redenen omkleed en met de nodige documenten gestaafd zodat deze inrichtende machten ze met volledige kennis van zaken al dan niet kunnen aanvaarden. Bij aanvaarding, sluiten deze inrichtende machten de beheerovereenkomst voor het project bedoeld bij artikel 11, met de Franse Gemeenschap.

§ 2. In afwijking van de vorige paragraaf en de bepalingen van dit hoofdstuk, wordt de eerste groep projecten voor de sluiting van de eerste dienstenovereenkomst voor beschikkingstelling door de Regering samengesteld, met toepassing van de voorwaarden en de criteria bedoeld bij artikel 7, § 2 en § 3, op basis van :

1° de aanvragen en de dossiers opgenomen in het register van de verscheidene fondsen bedoeld bij het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en voorgedragen ofwel, met de instemming van de betrokken inrichtende machten, door de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten wat betreft het gesubsidieerd onderwijs, ofwel, door de Franse Gemeenschap, in haar hoedanigheid van inrichtende macht;

2° als onvoldoende dossiers of aanvragen in het register van de bedoelde fondsen zijn, nieuwe projecten ingediend door de inrichtende machten via hun vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan, of door de Franse Gemeenschap.

Art. 6. De Regering maakt in het *Belgisch Staatsblad* een oproep tot de kandidaten bekend volgens het model dat zij bepaalt en dat minimum de volgende vermeldingen bevat :

1° de praktische nadere regels voor de indiening van de kandidaturen bij de commissie;

2° de mogelijkheid om gezamenlijke kandidaturen in te dienen, d.w.z. een enige kandidaatstelling door meerdere inrichtende machten voor eenzelfde project;

3° de inhoud van de dossiers van kandidatuur alsook de formulieren en in te vullen documenten om een geldige kandidatuur in te dienen, wat betekent minimum een identificatiefiche van het project en een project van bijzonder van het behoeftenprogramma;

4° de termijn voor het verkrijgen van de inlichtingen en de verklarende documenten waarbij aan de inrichtende macht de mogelijkheid wordt geboden om zich geldig kandidaat te stellen;

5° de andere voorwaarden voor de geldigverklaring van de indiening van een kandidatuur.

De Regering bepaalt de lijst van de bovenvermelde verklarende documenten die door de commissie aan de inrichtende macht bezorgd zal moeten worden, die ernaar vraagt om zich geldig kandidaat te kunnen stellen.

De lijst heeft minstens betrekking op het algemeen behoeftenprogramma, het project van dienstenovereenkomst van terbeschikkingstelling, het financiële model van verwezenlijking van de projecten, een afschrift van de modelovereenkomst van het beheerproject voor de inrichtende machten van de netten van het gesubsidieerd onderwijs, alsook alle formulieren die de inrichtende macht moet invullen in het kader van de indiening van haar kandidatuurdossier.

Door het indienen van een kandidatuur verklaart de inrichtende macht dat zij kennis heeft genomen van deze documenten en dat zij de beginsels die inherent zijn aan het programma voor uitzonderlijke financiering aanvaardt, alsook de procedure, de termijnen en de verplichtingen die haar toekomen in het kader van de behandeling van haar kandidatuur en in afwachting van de beslissing tot selectie en samenstelling van de projectengroepen.

Art. 7. § 1. Binnen de dertig dagen vanaf de dag na de vervalddag voor de indiening van de kandidaturen, bericht de commissie ontvangst van de kandidaturen en gaat na of ze geldig ingediend werden. Desnoods, vraagt zij bijkomende informatie of inlichtingen aan de inrichtende machten waarvan de kandidatuur onvolledig is. Deze beschikken dan over 21 dagen om hun kandidatuurdossier aan te vullen.

Vanaf de dag na de vervalddatum voor de indiening van de kandidaturen, beschikt de commissie over een termijn van 90 dagen om aan de Regering een voorstel tot beslissing van aanneming van de kandidatuurdossiers voor de verwezenlijking van een technische audit en een technische, juridische en financiële diepgaande analyse voor te leggen.

§ 2. De regering neemt de beslissing tot aanneming of weigering van de kandidaturen, met als doel de verwezenlijking van de technische audit en een technische, juridische en financiële diepgaande analyse, met toepassing van de volgende voorwaarden :

1° De geraamde investering van het project moet minstens 750.000 euro bedragen, bedrag dat aangepast zal worden aan de evolutie van het algemeen indexcijfer voor de consumptieprijzen op 1 januari van het betrokken jaar teruggebracht op het algemeen indexcijfer voor de consumptieprijzen op 1 januari 2008. Deze ramingen worden opgesteld op dezelfde basis voor alle projecten. Deze raming van de waarde van de investering geschiedt op basis van de fysieke en financiële normen bepaald door de Regering;

2° Het project moet betrekking hebben op bouw- en verbouwingswerken, d.w.z. opbouwwerken van gebouwen of verwezenlijking van externe infrastructuur met of zonder voorgaande afbouw-, of moderniserings-, renovatie- of uitbreidingswerken, d.w.z. het voor bezetting bereid maken of de volledige transformatie van de gebouwen of externe infrastructuur alsook de isolatie van het geheel van de mantel van een gebouw;

3° Wanneer het project betrekking heeft op een deel van de gebouwen van de vestiging, moet dit deel duidelijk gescheiden kunnen worden van de andere gebouwen van dezelfde vestiging;

4° Het project kan geen betrekking hebben op schoolgebouwen die geheel of gedeeltelijk gerangschikt zijn of waarvoor een aanvraag om rangschikking werd ingediend overeenkomstig de bepalingen inzake rangschikking van monumenten en landschappen in het Gewest waar de betrokken schoolgebouwen gelegen zijn;

5° Wanneer het project voorgedragen wordt door een inrichtende macht van het vrij gesubsidieerd onderwijs, dient deze het bewijs te geven dat zij in staat is haar bijdrage in het deel van de bezoldiging betreffende haar project te leveren, overeenkomstig de regels bedoeld bij hoofdstuk V. Om dit vermogen na te gaan, raadpleegt de commissie de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen, ieder wat hem betreft.

6° De inrichtende macht moet zich ook ertoe verbinden de bestemming voor het onderwijs van de betrokken gebouwen te behouden gedurende de hele duur van de overeenkomst van terbeschikkingstelling, plus tien jaar;

7° Het project moet de overdracht toelaten aan de private partner van het risico van de bouw en van de terbeschikkingstelling van de betrokken schoolgebouwen;

8° Wanneer het project uitgaat van een inrichtende macht die niet eigenaar is van de vestiging of van de betrokken schoolgebouwen, dient ze te bewijzen dat deze inrichtende macht in staat is een overeenkomst voor het projectbeheer of een dienstenovereenkomst van terbeschikkingstelling te ondertekenen.

§ 3. Wanneer, voor een net, de totale waarde van investering van de kandidaturen die aanneembaar zijn met toepassing van de voornoemde voorwaarden zo groot is dat de tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap in de bezoldiging hoger zou liggen dan haar geldelijk vermogen zoals bepaald voor ieder net bij artikel 17, past de commissie om de kandidaturen te bepalen de hierna volgende criteria toe :

1° de veiligheid en de salubriteit van de vestiging alsook het acute karakter van de toestand;

2° de energiebesparingen voortvloeiend uit het project;

3° het optimaliseren van de oppervlakten voortvloeiend uit het project;

4° het feit dat het project prioritair beantwoordt aan de specifieke behoeften van de schoolinrichtingen en internaten die leerlingen opvangen die sociaal-culturele handicaps cumuleren.

De Regering beslist over de weging van de criteria na raadpleging van de Commissie.

§ 4. De regering geeft kennis van haar beslissing tot aanneming van de kandidaturen aan de commissie en aan de inrichtende machten binnen een termijn van 30 dagen vanaf de dag volgend op de verzending van het verslag van de Commissie.

Art. 8. Vanaf het verstrijken van de termijn bedoeld bij artikel 7, § 4, beschikt de commissie over een termijn van honderd dagen om de technische audit en de technische, juridische en financiële diepgaande analyses van de aangenomen kandidaturen te laten gebeuren, en dit volgens de procedure en de nadere regels bepaald door de Regering.

Ze kan zich laten bijstaan door deskundigen of externe consultants en ze namelijk de technische audits toevertrouwen.

De technische audit en de technische, juridische en financiële diepgaande analyses van de aangenomen kandidaturen hebben tot doel de commissie in staat te stellen een definitief verslag op te stellen voor de Regering om na te kijken of de projecten via een dienstenovereenkomst van terbeschikkingstelling in het kader van het programma voor uitzonderlijke financiering op technisch, juridisch en financieel vlak kunnen worden verwezenlijkt.

Art. 9. Ten laatste binnen de dertig dagen na het einde van de technische audit en de technische, juridische en financiële analyses, legt de commissie aan de regering een voorstel tot selectiebeslissing voor van de projecten en tot samenstelling van een of meer groepen projecten.

Het voorstel van projectselectie steunt op de criteria en de voorwaarden bedoeld bij artikel 7, §§ 2 en 3.

De samenstelling van de projectengroepen geschiedt op zodanige wijze dat er gezorgd wordt voor een degelijke verdeling van de risico's, de schaalbesparingen over het geheel van te verwezenlijken projecten en de beste voorwaarden voor de financiering in het kader van de dienstenovereenkomst van terbeschikkingstelling.

Art. 10. § 1. Ten laatste binnen de dertig dagen na de ontvangst van het verslag en het voorstel van de commissie, geeft de Regering, via een aangetekende brief, kennis aan de commissie en aan de inrichtende machten waarvan de kandidatuur goedgekeurd werd, van haar eindbeslissing over de selectie van de projecten en, desgevallend, over de samenstelling van één of meer projectengroepen.

Deze beslissing bevat minstens de volgende inlichtingen en documenten :

1° de lijst van de geselecteerde projecten;

2° desgevallend, de samenstelling van meerdere projectengroepen;

3° een tijdschema voor het verdere verloop der procedures voor iedere projectgroep, vanaf de selectieprocedure van de private partner op de bepaalde theoretische datum van terbeschikkingstelling van het schoolgebouw (de schoolgebouwen), per project;

4° het maximumbedrag van de bezoldiging per project;

5° de definitieve versie van het bijzondere behoeftenprogramma, waarin vermeld worden de mogelijke wijzigingen, verduidelijkingen, toevoegingen of afschaffingen in verband met het project van bijzonder behoeftenprogramma ingediend door de inrichtende macht via haar kandidatuurdossier. Deze aanpassingen zullen tussen de inrichtende macht en de commissie vastgesteld worden volgens een onderhandelingsprocedure gedurende de termijn van 100 dagen voor de audit en de diepgaande analyse van de kandidaturen, volgens de procedure en de nadere regels bepaald door de regering.

6° voor de inrichtende machten van de netten van het gesubsidieerd onderwijs, twee exemplaren van de beheerovereenkomst voor het project, bedoeld bij artikel 11.

§ 2. Ten laatste binnen de 45 dagen vanaf de dag na de ontvangst van de beslissing over de selectie en de samenstelling van de projectengroepen, zenden de inrichtende machten van de netten van het (officieel of vrij) gesubsidieerd onderwijs aan de commissie de twee exemplaren van de beheerovereenkomst voor het project over.

Na deze termijn, bij gebrek aan een schriftelijke reactie, worden deze inrichtende machten geacht van de selectie van hun project te hebben afgezien in het kader van een dienstenovereenkomst van terbeschikkingstelling.

In geval van aanneming, stuurt de Regering aan de inrichtende machten van de netten van het (officieel of vrij) gesubsidieerd onderwijs een ondertekend exemplaar van de beheerovereenkomst voor het project.

HOOFDSTUK III. — *De beheerovereenkomst voor het project*

Art. 11. De inrichtende machten van de netten van het gesubsidieerd onderwijs waarvan het project geselecteerd werd en die deze selectie aanvaard hebben, sluiten met de Franse Gemeenschap een beheerovereenkomst voor het project, waarvan het model door de Regering vastgesteld wordt.

Deze modelovereenkomst bevat minstens :

1° de identificatie en de technische, juridische en financiële kenmerken van het project zoals opgenomen in de beslissing tot selectie en samenstelling van de projectengroepen;

2° de vermelding van het toelaatbare maximumbedrag van de bezoldiging waarover, voor de scholen van het vrij gesubsidieerd onderwijs, het betrokken vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan een advies heeft ingediend ter bevestiging van de capaciteit van de inrichtende macht om haar deel zelf ten laste te nemen en voegt het algemene behoeftenprogramma, het bijzondere behoeftenprogramma en het project van dienstenovereenkomst van terbeschikkingstelling erbij;

3° de nadere regels voor het informeren van de inrichtende macht over de voornaamste stappen van de procedure voor de selectie van de kandidaat-privé-partners en de toewijzing van de dienstenovereenkomst van terbeschikkingstelling;

4° de nadere regels voor de tussenkomst en de informatie van de inrichtende macht tijdens de onderhandelingen die gevoerd zullen worden door de Regering met de inschrijvers, wat betreft de technische en financiële elementen van haar project, zodat de inrichtende macht tussen kan komen in de onderhandelingen indien ze een overschrijding van het bepaalde toelaatbare bezoldigingsplafond met zich meebrengen of indien ze wijzigingen van het bijzondere behoeftenprogramma met zich meebrengen of met zich kunnen meebrengen;

5° de verbintenis van de inrichtende macht om de inschrijver toegang te verlenen tot de vestiging en de schoolgebouwen met als doel het opstellen van zijn aanbod;

6° de nadere regels voor de implicatie van de inrichtende macht in de procedure voor het vaststellen van de technische en bouwkundige elementen van het project met de private partner, (met inbegrip van de dossiers van vergunningaanvraag), als de dienstenovereenkomst van terbeschikkingstelling gesloten is; bij deze procedure worden de criteria en de termijnen vastgesteld voor de redactie en de goedkeuring van de documenten die voor de inrichtende macht de naleving door de private partner van zijn bijzondere behoeftenprogramma garandeert en voor de private partner de eerbiediging van zijn rechten, en van de uitvoeringsvoorwaarden bepaald in de dienstenovereenkomst van terbeschikkingstelling;

7° de verbintenis van de inrichtende macht om de private partner toegang te verlenen tot de vestiging en de schoolgebouwen met als doel de uitvoering van zijn dienstenovereenkomst van terbeschikkingstelling;

8° de rol van de inrichtende macht, de commissie, de cel en de Regering in het nazicht van de uitvoering van zijn dienstenovereenkomst van terbeschikkingstelling door de private partner, onder andere in het kader van de toepassing en de berekening van de strafbeslissingen alsook in het kader van de wijzigingsprocedures bedoeld in de dienstenovereenkomst van terbeschikkingstelling;

9° de rol van de inrichtende macht, de commissie, de cel en de Regering in de operaties tot vaststelling en aanneming van terbeschikkingstelling van de schoolgebouwen en van beëindiging van de terbeschikkingstelling;

10° de hypothesen en gevolgen van de vervroegde opzegging van de beheerovereenkomst van het project, d.w.z. de hypothesen waarin de inrichtende macht of de Regering beslissen niet of niet meer het project te verwezenlijken in het kader van het programma voor uitzonderlijke financiering via een dienstenovereenkomst van terbeschikkingstelling, alsook de gevolgen van deze beslissing voor de partijen. In dat kader, zal er geen straf of penaliteit aan de inrichtende macht opgelegd kunnen worden voor de opzegging van de overeenkomst door die inrichtende macht, als de verantwoording daarvoor luidt dat het voorbepaalde maximum toelaatbare bedrag voor de bezoldiging toch overschreden zou zijn.

Deze overeenkomst bevat als bijlage, en om er volledig deel van te maken, de bijzondere en algemene behoeftenprogramma's en het project van dienstenovereenkomst van terbeschikkingstelling zoals ze gevoegd zullen zijn bij het bestek voor de procedure tot gunning van de opdracht (de dienstenovereenkomst van terbeschikkingstelling).

§ 2. Voor het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap krijgt het inrichtingshoofd van een geselecteerd project een document waarin de volgende punten vermeld worden :

1° de technische, juridische en financiële kenmerken van het project zoals ze voortvloeien uit de beslissing tot selectie en samenstelling van de projectengroepen;

2° het bijzondere behoeftenprogramma en het project van dienstenovereenkomst van terbeschikkingstelling;

3° de nadere regels voor de tussenkomst en de informatie van het inrichtingshoofd tijdens de onderhandelingen die gevoerd zullen worden door de Regering met de inschrijvers, wat betreft de technische en financiële elementen van zijn project, zodat hij tussen kan komen in de onderhandelingen indien ze wijzigingen van het bijzondere behoeftenprogramma met zich meebrengen of met zich kunnen meebrengen;

4° de verbintenis van het inrichtingshoofd om de inschrijver toegang te verlenen tot de vestiging en de schoolgebouwen met als doel het opstellen van zijn aanbod;

5° de nadere regels voor de implicatie van het inrichtingshoofd in de procedure voor het vaststellen van de technische en bouwkundige elementen van het project met de private partner, als de dienstenovereenkomst van terbeschikkingstelling gesloten is;

6° de verbintenis van de inrichtende macht om de private partner toegang te verlenen tot de vestiging en de schoolgebouwen met als doel de uitvoering van zijn dienstenovereenkomst van terbeschikkingstelling;

7° de rol van de verscheidene tussenkomende personen in het nazicht van de uitvoering van de prestaties van terbeschikkingstelling door de private partner, onder andere in het kader van de toepassing en de berekening van de strafbeslissingen alsook in het kader van de wijzigingsprocedures bedoeld in de dienstenovereenkomst van terbeschikkingstelling;

8° de rol van de verscheidene tussenkomende personen in de operaties tot vaststelling van terbeschikkingstelling van het werk en van beëindiging van de terbeschikkingstelling.

HOOFDSTUK IV. — *De beheercommissie voor het uitzonderlijke programma en de cel voor technische en financiële bijstand*

Art. 12. Er wordt een beheercommissie voor het uitzonderlijke programma opgericht, genoemd « de commissie ».

Ze heeft tot opdracht :

1° ofwel op eigen initiatief, ofwel op aanvraag van de Regering, elke vraag betreffende het financieringsprogramma te onderzoeken en advies erover uit te brengen;

2° advies te verlenen over elke aanvraag die haar voorgelegd wordt door een inrichtende macht via haar vertegenwoordigers bedoeld bij artikel 14 en dit, bij iedere stap van het proces.

Met de bijstand van de cel, heeft ze daarbij als opdracht :

— voor de procedure van selectie van de projecten en de samenstelling van de projectengroepen zorgen overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk II met inachtneming van de voorwaarden, indien nodig, van de prioriteitscriteria bedoeld in de artikelen 7 en 9.

— de Regering bij te staan in de procedures van uitschrijvingsverklaring met als doel de aanwijzing van de private partners, met inbegrip van de onderhandelingen en de contractuele redacties;

— de Regering en de inrichtende machten bij te staan voor de follow-up en het nazicht van de uitvoering van de dienstenovereenkomsten van terbeschikkingstelling.

Art. 13. De commissie wordt samengesteld als volgt :

— 7 leden die de inrichtende machten van het confessioneel onderwijs vertegenwoordigen;

— 7 leden die de inrichtende machten van het niet-confessioneel onderwijs vertegenwoordigen;

— 3 afgevaardigden aangesteld door de Regering, respectief voorgedragen door de Minister belast met het leerplichtonderwijs, de Minister belast met het hoger onderwijs en de Minister belast met de begroting.

De Regering kan het bedrag bepalen van het presentiegeld, de verplaatsingskosten en de verblijfskosten voor de leden van de commissie.

Ze bepaalt de nadere regels voor de administratieve en financiële werking van de commissie.

De Commissie kan een beroep doen, voor de uitvoering van haar opdrachten, op externe deskundigen.

Art. 14. De Regering, bepaalt, binnen haar administratieve diensten, de cel voor bijstand die zal zorgen voor het beheer van de dossiers die onder het programma voor uitzonderlijke financiering ressorteren via openbare/private partnerschappen.

De cel kan een beroep doen, voor de uitvoering van haar opdrachten, op externe deskundigen.

HOOFDSTUK V. — *Financiering van het Programma voor uitzonderlijke financiering*

Art. 15. § 1. De bezoldiging, die verschuldigd is aan de private partner in het kader van de dienstenovereenkomst van terbeschikkingstelling, wordt door de Franse Gemeenschap betaald. Het deel van de bezoldiging dat betrekking heeft op ieder project dient betaald te worden vanaf de terbeschikkingstelling van dit project, volgens de nadere regels en voorwaarden bepaald in de dienstenovereenkomst van terbeschikkingstelling.

§ 2. De bijdrage van de inrichtende machten van de netten voor gesubsidieerd onderwijs tot de betaling van het deel van de bezoldiging betreffende hun project wordt door de Franse Gemeenschap afgetrokken van hun werkingstoelagen. Deze bijdrage is permanent over de hele duur van de dienstenovereenkomst van terbeschikkingstelling, buiten de mogelijke straffen ten laste van de private partner.

Deze bijdrage wordt bepaald op dezelfde wijze voor alle projecten, op basis van de volgende percentages, toegepast op het bedrag van de bezoldiging zoals vastgelegd bij het sluiten van de dienstenovereenkomst van terbeschikkingstelling :

1° voor de inrichtende machten die onder het vrij gesubsidieerd onderwijsnet ressorteren : 46,5 % van het deel van de bezoldiging met betrekking tot hun project;

2° voor de inrichtende machten die onder het officieel gesubsidieerd onderwijsnet ressorteren : 21,5 % van het deel van de bezoldiging met betrekking tot hun project.

Art. 16. Artikel 4, § 1, van het decreet van 20 juni 2002 betreffende de oprichting van het « Fonds Ecureuil » van de Franse Gemeenschap, wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« 5° aandelen hebben of kredieten toekennen, met de kenmerken van de « KVD code 08 » in de zin van ESR95, onder de voorwaarden bepaald door de Regering ».

Art. 17. § 1. Iedere betaling van de bezoldiging voor de scholen van het net van de Franse Gemeenschap zal prioritair geschieden en zolang de verscheidene kredieten het toelaten :

— Voor 28,6 % door de kredieten bedoeld bij artikel 6bis, § 1, van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

— Voor 52,0 % door de kredieten bedoeld bij artikel 6bis, § 2, van het voornoemde decreet van 5 februari 1990;

— Voor 19,4 % door de kredieten bedoeld bij artikel 6bis, § 3, van het voornoemde decreet van 5 februari 1990.

Als de kredieten onvoldoende zijn, wordt het saldo opgenomen op de bedragen bedoeld bij artikel 5, § 2, 3°, van het voornoemde decreet van 5 februari 1990.

§ 2. Iedere betaling van de bijdrage van de Franse Gemeenschap voor de delen van de bezoldiging in verband met de projecten van de inrichtende machten van het officieel gesubsidieerd onderwijs zal prioritair geschieden en zolang de verscheidene kredieten het toelaten :

— Voor 9,3 % door de kredieten voor 2010 bedoeld bij artikel 8bis, § 1, van het voornoemde decreet van 5 februari 1990;

— Voor 41,5 % door de kredieten bedoeld bij artikel 8bis, § 2, van het voornoemde decreet van 5 februari 1990;

— Voor 29,2 % door de kredieten bedoeld bij artikel 8bis, § 3, van het voornoemde decreet van 5 februari 1990

— Voor 19,8 % door de kredieten bedoeld bij artikel 9, § 2, 6°, van het voornoemde decreet van 5 februari 1990.

— Door de vermindering van de kredieten voor 2010 bedoeld bij artikel 13 van het voornoemde decreet van 5 februari 1990 voor een bedrag gelijk aan de omzetting in leenvermogen van 0,2 % van de bezoldiging. Deze omzetting gebeurt met als uitgangspunt de overweging dat een leenvermogen van één miljoen euro overeenstemt met een gemiddelde interesttoelage van 26.500 euro gedurende 27 jaar.

Als de kredieten onvoldoende zijn, wordt het saldo gedekt door :

— een heffing van 60 % van het saldo bepaald bij artikel 7, § 2, 3°, van het voornoemde decreet van 5 februari 1990;

— een heffing van het bedrag bepaald, voor het officiële net, bij artikel 9, § 7, van het voornoemde decreet van 5 februari 1990 voor een bedrag gelijk aan de omzetting in leenvermogen van 40 % van het saldo. Deze omzetting wordt verkregen met als uitgangspunt de overweging dat een leenvermogen van één miljoen euro overeenstemt met een gemiddelde interesttoelage van 26.500 euro gedurende 27 jaar.

§ 3. Iedere betaling van de bijdrage van de Franse Gemeenschap voor de delen van de bezoldiging in verband met de projecten van de inrichtende machten van het vrij gesubsidieerd onderwijs zal prioritair geschieden en zolang de verscheidene kredieten het toelaten :

— Voor 58,5 % door de kredieten bedoeld bij artikel 9, § 2, 4°, van het voornoemde decreet van 5 februari 1990;

— Voor 40,9 % door de kredieten bedoeld bij artikel 9, § 2, 5°, van het voornoemde decreet van 5 februari 1990;

— Door de vermindering van de kredieten voor 2010 bedoeld bij artikel 12 van het voornoemde decreet van 5 februari 1990 voor een bedrag gelijk aan de omzetting in leenvermogen van 0,6 % van de bezoldiging.

Deze omzetting wordt verkregen met als uitgangspunt de overweging dat een leenvermogen van één miljoen euro overeenstemt met een gemiddelde interesttoelage van 26.500 euro gedurende 27 jaar.

Als de kredieten onvoldoende zijn, wordt het saldo gedekt door de heffing van het bedrag bepaald, voor het vrij gesubsidieerd net, bij artikel 9, § 7, van het voornoemde decreet van 5 februari 1990 voor een bedrag gelijk aan de omzetting in leenvermogen van het saldo. Deze omzetting gebeurt met als uitgangspunt de overweging dat een leenvermogen van één miljoen euro overeenstemt met een gemiddelde interesttoelage van 26.500 euro gedurende 27 jaar.

Art. 18. De schoolgebouwen die een programma voor uitzonderlijke financiering genieten, moeten voornamelijk bestemd worden voor het onderwijs gedurende de hele duur van de dienstenovereenkomst van terbeschikkingstelling, plus 10 jaar.

In geval van bestemming van een deel of al deze schoolgebouwen voor een ander hoofdgebruik dan het onderwijs, of van onderbreking van deze bestemming, om welke reden dan ook, met uitzondering van de gebeurlijke of foutieve, gehele of gedeeltelijke vernietiging van deze gebouwen, betalen de inrichtende machten van de netten van het gesubsidieerd onderwijs aan de Franse Gemeenschap het bedrag van de tegemoetkoming terug die, in deze hypothese, door de dienstenovereenkomst van terbeschikkingstelling ten laste van de Franse Gemeenschap wordt gebracht.

Om deze terugbetaling te bekomen, wordt de Franse Gemeenschap ertoe gemachtigd de volgende maatregelen te treffen, met inachtneming van de volgorde waarin ze hierna opgesomd zijn :

1° Heffingen op de werkingstoelagen verschuldigd aan de schoolinrichting die de betrokken schoolgebouwen bezet;

2° Heffingen op de werkingstoelagen verschuldigd aan de andere schoolinrichtingen die onder dezelfde inrichtende macht ressorteren;

3° Invordering door de Administratie van de Registratie en de Domeinen op het patrimonium van de inrichtende macht.

De bepalingen van de eerste en tweede leden zijn niet van toepassing in geval van afstand van het zakelijk recht waarbij de inrichtende macht het gedeeltelijke of gehele genot van het gebouw wordt gegarandeerd, aan een andere inrichtende macht die het voortbestemt voor het onderwijs, een patrimoniummaatschappij van het bestuur van katholieke schoolgebouwen of een openbare maatschappij voor het bestuur van schoolgebouwen.

Art. 19. In geval van vervreemding van de schoolgebouwen die het programma voor uitzonderlijke financiering genieten, beschikken iedere inrichtende macht, wat ook het net waartoe ze behoort is, alsook elke openbare maatschappij voor het bestuur van schoolgebouwen of elke patrimoniummaatschappij voor het bestuur van katholieke schoolgebouwen, over een recht van voorverkoop, dat door ze uitgeoefend wordt op de verkoopprijs bepaald door het aanschaffingscomité of de ontvanger van de registratie, voor zover ze deze schoolgebouwen aanschaffen met het oog op het behouden van hun hoofdbestemming voor het onderwijs.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de uitoefening van dit recht van voorverkoop en meer bijzonder, de nadere regels voor de bekendmaking en de berichtgeving die noodzakelijk zijn om dit recht van voorverkoop uit te oefenen en de duur gedurende dewelke dit recht van voorverkoop geldig kan worden uitgeoefend.

Wanneer de schoolgebouwen die het programma voor uitzonderlijke financiering genieten aangeschaft worden door een inrichtende macht van een net van gesubsidieerd onderwijs, zal ze haar werkingstoelagen zien verminderd overeenkomstig artikel 15, als bijdrage tot het deel van de bezoldiging betreffende het project met betrekking tot de aangeschafte schoolgebouwen.

HOOFDSTUK VI. — Slot-, wijzigings- en opheffingsbepalingen

Art. 20. Paragraaf 1, tweede lid van artikel 32 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, wordt afgeschaft.

Art. 21. Het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt gewijzigd als volgt :

1° Aan artikel 5, § 4, 1°, wordt een punt *d*), luidend als volgt, toegevoegd :

« *d*) zorgen voor de betaling van de bezoldiging die verschuldigd is krachtens dienstovereenkomsten van terbeschikkingstelling gesloten in het kader van het programma voor uitzonderlijke financiering bedoeld bij het decreet van 14 november 2008 betreffende het programma voor uitzonderlijke financiering van renovatie, bouw-, verbouwings- of uitbreidingsprojecten voor Schoolgebouwen via partnerschappen tussen de openbare en privésectors ».

2° Artikel *6bis*, waarin de woorden « in 2010 » vervangen worden door de woorden « vanaf 2010 », wordt artikel *6bis*, § 1;

3° Artikel *6bis* wordt aangevuld met de volgende bepalingen : « § 2. Niettegenstaande de vermeerdering bedoeld bij paragraaf 1 wordt de dotatie bedoeld bij artikel 5, § 2, 3°, ook jaarlijks vermeerderd met :

- 2.016.000 euro van 2010 tot 2036;
- 2.016.000 euro van 2012 tot 2038;
- en van 2.016.000 euro van 2014 tot 2040.

§ 3. Niettegenstaande de vermeerdering bedoeld bij de paragrafen 1 en 2 wordt de dotatie bedoeld bij artikel 5, § 2, 3°, tevens jaarlijks vermeerderd met :

- 754.000 euro van 2010 tot 2036;
- 754.000 euro van 2012 tot 2038;
- en van 754.000 euro van 2014 tot 2040. »

4° Artikel 7, § 4, wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

« Het fonds voor de schoolgebouwen van het officieel gesubsidieerd onderwijs heeft ook tot doel te zorgen voor het deel van de financiële bijdrage van de Franse Gemeenschap voor het officieel gesubsidieerd onderwijs in het programma voor uitzonderlijke financiering bedoeld bij het decreet van 14 november 2008 betreffende het programma voor uitzonderlijke financiering van renovatie, bouw-, verbouwings- of uitbreidingsprojecten voor Schoolgebouwen via partnerschappen tussen de openbare en privésectors. »

5° Artikel 7, § 6, wordt aangevuld met een 3° luidend als volgt :

« 3° zorgen voor de betaling, binnen de verhoudingen bepaald in artikel 15 van het decreet van 14 november 2008 betreffende het programma voor uitzonderlijke financiering van renovatie, bouw-, verbouwings- of uitbreidingsprojecten voor Schoolgebouwen via partnerschappen tussen de openbare en privésectors, van de bezoldiging die verschuldigd is krachtens dienstovereenkomsten van terbeschikkingstelling gesloten in het kader van het programma voor uitzonderlijke financiering bedoeld bij het decreet van 14 november 2008 betreffende het programma voor uitzonderlijke financiering van renovatie, bouw-, verbouwings- of uitbreidingsprojecten voor Schoolgebouwen via partnerschappen tussen de openbare en privésectors. »

6° Artikel *8bis*, waarin de woorden « in 2010 » vervangen worden door de woorden « vanaf 2010 », wordt artikel *8bis*, § 1.

7° Artikel *8bis* wordt aangevuld met de volgende bepalingen : « § 2. Niettegenstaande de vermeerdering bedoeld bij paragraaf 1 wordt de dotatie bedoeld bij artikel 7, § 2, 3°, ook jaarlijks vermeerderd met :

- 2.204.000 euro van 2010 tot 2036;
- 2.204.000 euro van 2012 tot 2038;
- en van 2.204.000 euro van 2014 tot 2040.

Na advies van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen, kan de Regering voor 27 jaar, volgens door haar bepaalde nadere regels, maximum 30 % van het deel van de niet-opgebruikte bedragen bedoeld bij het vorige lid herbestemmen voor het prioritaire werkenprogramma voor de scholen van het officieel gesubsidieerd onderwijs.

§ 3. Niettegenstaande de vermeerdering bedoeld bij paragrafen 1 en 2 wordt de dotatie bedoeld bij artikel 7, § 2, 3°, ook jaarlijks vermeerderd met :

- 1.551.000 euro van 2010 tot 2036;
- 1.551.000 euro van 2012 tot 2038;
- en van 1.551.000 euro van 2014 tot 2040. »

8° Artikel 9, § 2, wordt aangevuld met de volgende bepalingen :

« 4° Een jaarlijkse dotatie ten laste van de begroting van het Ministerie belast met de opleiding van de personeelsleden die afkomstig zijn van het Waarborgfonds voor Schoolgebouwen, gelijk aan :

- 3.062.000 euro van 2010 tot 2036;
- 3.062.000 euro van 2012 tot 2038;
- en van 3.062.000 euro van 2014 tot 2040.

Om voor de betaling van de delen van de bezoldiging te zorgen die betrekking hebben op de projecten van de inrichtende machten van het vrij gesubsidieerd net verwezenlijkt via dienstovereenkomsten van terbeschikkingstelling die gefinancierd worden in het kader van het programma voor uitzonderlijke financiering bedoeld bij het decreet van 14 november 2008 betreffende het programma voor uitzonderlijke financiering van renovatie, bouw-, verbouwings- of uitbreidingsprojecten voor Schoolgebouwen via partnerschappen tussen de openbare en privésectors en bedoeld bij artikel 9, § 4, 3°.

Het deel van de jaarlijkse dotatie van 3.062.000 euro, die in 2010 een aanvang neemt voor een periode van 27 jaar, dat op 31 december 2010 niet vastgelegd zal zijn, zal definitief omgezet worden in een vermeerdering van het bedrag van de leningen die gewaarborgd kunnen worden voor het vrij gesubsidieerd net bedoeld bij artikel 9, § 7, ten belope van een niet-vastgelegd bedrag van 26.500 euro, waarbij een lening van 1.000.000 euro gedurende een periode van 27 jaar kan worden gewaarborgd. Deze vermeerdering van het bedrag van de leningen die gewaarborgd kunnen worden, zal egalitair over een periode van tien elkaar opvolgende jaren vanaf 2011 verdeeld worden.

Het deel van de jaarlijkse dotatie van 3.062.000 euro, die in 2012 een aanvang neemt voor een periode van 27 jaar, dat op 31 december 2012 niet vastgelegd zal zijn, zal definitief omgezet worden in een vermeerdering van het bedrag van de leningen die gewaarborgd kunnen worden voor het gesubsidieerd vrije net bedoeld bij artikel 9, § 7, ten belope van een niet-vastgelegd bedrag van 26.500 euro, waarbij een lening van 1.000.000 euro gedurende een periode van 27 jaar kan worden gewaarborgd. Deze vermeerdering van het bedrag van de leningen die gewaarborgd kunnen worden, zal egalitair over een periode van tien elkaar opvolgende jaren vanaf 2013 verdeeld worden.

Het deel van de jaarlijkse dotatie van 3.062.000 euro, die in 2014 een aanvang neemt voor een periode van 27 jaar, dat op 31 december 2014 niet vastgelegd zal zijn, zal definitief omgezet worden in een vermeerdering van het bedrag van de leningen die gewaarborgd kunnen worden voor het gesubsidieerd vrije net bedoeld bij artikel 9, § 7, ten belope van een niet-vastgelegd bedrag van 26.500 euro, waarbij een lening van 1.000.000 euro gedurende een periode van 27 jaar kan worden gewaarborgd. Deze vermeerdering van het bedrag van de leningen die gewaarborgd kunnen worden, zal egalitair over een periode van tien elkaar opvolgende jaren vanaf 2015 verdeeld worden.

Op voorstel van de betrokken vertegenwoordigings- en coördinatieorganen, kan de Regering beslissen niet over te gaan tot de omzettingen bedoeld in de tweede en derde leden. In dergelijk geval, zullen de op 31 december 2010 niet-vastgelegde delen overgedragen worden naar 2012 en deze die op 31 december 2012 niet vastgelegd zullen zijn naar 2014.

Na advies van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen, kan de Regering voor 27 jaar, volgens door haar bepaalde nadere regels, maximum 30 % van het deel van de niet-opgebruikte bedragen bedoeld bij de tweede, derde en vierde leden herbestemmen voor het prioritaire werkenprogramma voor de scholen van het vrij, al dan niet confessioneel, gesubsidieerd onderwijs.

5° Een jaarlijkse dotatie ten laste van de begroting van het Ministerie belast met de opleiding van de personeelsleden die afkomstig zijn van het Waarborgfonds voor Schoolgebouwen, gelijk aan :

- 2.141.000 euro van 2010 tot 2036;
- 2.141.000 euro van 2012 tot 2038;
- en van 2.141.000 euro van 2014 tot 2040.

Om voor de betaling van de delen van de bezoldiging te zorgen die betrekking hebben op de projecten van de inrichtende machten van het vrij gesubsidieerd net verwezenlijkt via dienstenovereenkomsten van terbeschikkingstelling die gefinancierd worden in het kader van het programma voor uitzonderlijke financiering bedoeld bij het decreet van 14 november 2008 betreffende het programma voor uitzonderlijke financiering van renovatie, bouw-, verbouwings- of uitbreidingsprojecten voor Schoolgebouwen via partnerschappen tussen de openbare en privésectors en bedoeld bij artikel 9, § 4, 3°.

6° Een jaarlijkse dotatie ten laste van de begroting van het Ministerie belast met de opleiding van de personeelsleden die afkomstig zijn van het Waarborgfonds voor Schoolgebouwen, gelijk aan :

- 1.052.000 euro van 2010 tot 2036;
- 1.052.000 euro van 2012 tot 2038;
- en van 1.052.000 euro van 2014 tot 2040.

Om voor de betaling van de delen van de bezoldiging te zorgen die betrekking hebben op de projecten van de inrichtende machten van het gesubsidieerd officiële net verwezenlijkt via dienstenovereenkomsten van terbeschikkingstelling die gefinancierd worden in het kader van het programma voor uitzonderlijke financiering bedoeld bij het decreet van 14 november 2008 betreffende het programma voor uitzonderlijke financiering van renovatie, bouw-, verbouwings- of uitbreidingsprojecten voor Schoolgebouwen via partnerschappen tussen de openbare en privésectors en bedoeld bij artikel 9, § 4, 3°.

Het deel van de jaarlijkse dotatie van 1.052.000 euro, die in 2010 een aanvang neemt voor een periode van 27 jaar, dat op 31 december 2010 niet vastgelegd zal zijn, zal definitief omgezet worden in een vermeerdering van het bedrag van de leningen die gewaarborgd kunnen worden voor het gesubsidieerd officiële net bedoeld bij artikel 9, § 7, ten belope van een niet-vastgelegd bedrag van 26.500 euro, waarbij een lening van 1.000.000 euro gedurende een periode van 27 jaar kan worden gewaarborgd. Deze vermeerdering van het bedrag van de leningen die gewaarborgd kunnen worden, zal egalitair over een periode van tien elkaar opvolgende jaren vanaf 2011 verdeeld worden.

Het deel van de jaarlijkse dotatie van 1.052.000 euro, die in 2012 een aanvang neemt voor een periode van 27 jaar, dat op 31 december 2012 niet vastgelegd zal zijn, zal definitief omgezet worden in een vermeerdering van het bedrag van de leningen die gewaarborgd kunnen worden voor het gesubsidieerd officiële net bedoeld bij artikel 9, § 7, ten belope van een niet-vastgelegd bedrag van 26.500 euro, waarbij een lening van 1.000.000 euro gedurende een periode van 27 jaar kan worden gewaarborgd. Deze vermeerdering van het bedrag van de leningen die gewaarborgd kunnen worden, zal egalitair over een periode van tien elkaar opvolgende jaren vanaf 2013 verdeeld worden.

Het deel van de jaarlijkse dotatie van 1.052.000 euro, die in 2014 een aanvang neemt voor een periode van 27 jaar, dat op 31 december 2014 niet vastgelegd zal zijn, zal definitief omgezet worden in een vermeerdering van het bedrag van de leningen die gewaarborgd kunnen worden voor het gesubsidieerd officiële net bedoeld bij artikel 9, § 7, ten belope van een niet-vastgelegd bedrag van 26.500 euro, waarbij een lening van 1.000.000 euro gedurende een periode van 27 jaar kan worden gewaarborgd. Deze vermeerdering van het bedrag van de leningen die gewaarborgd kunnen worden, zal egalitair over een periode van tien elkaar opvolgende jaren vanaf 2015 verdeeld worden.

Op voorstel van het(de) betrokken vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan(-organen), kan de Regering beslissen niet over te gaan tot de omzettingen bedoeld in de tweede en derde leden. In dergelijk geval, zullen de op 31 december 2010 niet-vastgelegde delen overgedragen worden naar 2012 en deze die op 31 december 2012 niet vastgelegd zullen zijn naar 2014.

Na advies van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen, kan de Regering voor 27 jaar, volgens door haar bepaalde nadere regels, maximum 30 % van het deel van de niet-opgebruikte bedragen bedoeld bij de tweede, derde en vierde leden herbestemmen voor het prioritaire werkenprogramma voor de scholen van het officieel gesubsidieerd onderwijs. »

9° Artikel 9, § 4, wordt aangevuld met een 3°, luidend als volgt :

« 3° de betaling in de verhoudingen bepaald bij artikel 15 van het decreet van 14 november 2008 betreffende het programma voor uitzonderlijke financiering van renovatie, bouw-, verbouwings- of uitbreidingsprojecten voor Schoolgebouwen via partnerschappen tussen de openbare en privésectors, van de delen van de bezoldiging die betrekking hebben op de projecten van de inrichtende machten van het vrij gesubsidieerd net en het officieel gesubsidieerd net, verwezenlijkt via dienstenovereenkomsten van terbeschikkingstelling gefinancierd in het kader van het programma voor uitzonderlijke financiering bedoeld in het decreet van 14 november 2008 betreffende het programma voor uitzonderlijke financiering van renovatie, bouw-, verbouwings- of uitbreidingsprojecten voor Schoolgebouwen via partnerschappen tussen de openbare en privésectors. »

10° In artikel 12, worden de woorden « in 2010 » vervangen door de woorden « vanaf 2010 ».

11° In artikel 12, worden de woorden « in 2010 » vervangen door de woorden « vanaf 2010 ».

Art. 22. Het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt aangevuld met een artikel *7bis* luidend als volgt :

« Artikel *7bis*. § 1. De kredieten bedoeld bij artikel *6bis*, § 3, van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, die op 31 december van ieder betrokken jaar niet vastgelegd werden, zullen vanaf het begin al van het volgende jaar en voor een periode van 27 jaar bestemd worden voor het prioritaire werkenprogramma voor de scholen van het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd onderwijs. De Regering kan beslissen tot deze herbestemming niet over te gaan. In dat geval worden de op 31 december 2010 niet vastgelegde delen naar 2012 overgedragen en deze die niet op 31 december 2012 niet vastgelegd worden naar 2014.

§ 2. De kredieten bedoeld bij artikel *8bis*, § 3, van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, die op 31 december van ieder betrokken jaar niet vastgelegd werden, zullen vanaf het begin al van het volgende jaar en voor een periode van 27 jaar bestemd worden voor het prioritaire werkenprogramma voor de scholen van het gesubsidieerd officieel onderwijs. Op voorstel van het(de) betrokken vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan (en) kan de Regering beslissen tot deze herbestemming niet over te gaan. In dat geval worden de op 31 december 2010 niet vastgelegde delen naar 2012 overgedragen en deze die niet op 31 december 2012 niet vastgelegd worden naar 2014.

§ 3. De kredieten bedoeld bij artikel 9, § 2, 5°, van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, die op 31 december van ieder betrokken jaar niet vastgelegd werden, zullen vanaf het begin al van het volgende jaar en voor een periode van 27 jaar bestemd worden voor het prioritaire werkenprogramma voor de scholen van het vrij, al dan niet confessioneel, gesubsidieerd onderwijs. Op voorstel van het(de) betrokken vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan (en) kan de Regering beslissen tot deze herbestemming niet over te gaan. In dergelijk geval worden de op 31 december 2010 niet vastgelegde delen naar 2012 overgedragen en deze die niet op 31 december 2012 niet vastgelegd worden naar 2014.

Art. 23. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2009.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 14 november 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,
M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,
Ch. DUPONT

De Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,
M. TARABELLA

—
Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 596-1. — Commissieamendementen, nr. 596-2. — Verslag, nr. 596-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 12 november 2008.